

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 14/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES DE SAVY SA

1 CHE DE LA CARRIERE
42330 Saint-Médard-En-Forez

Références : UID4243 MEA 025 0253
Code AIOT : 0006101298

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement CARRIERES DE SAVY SA implanté Savie 42330 Chambœuf. L'inspection a été annoncée le 12/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisé pour vérifier les suites données aux dernières inspections et dans le cadre d'une plainte relative à la présence d'enrobé sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES DE SAVY SA
- Savie 42330 Chambœuf
- Code AIOT : 0006101298
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrières de Savy exploite une carrière de roche dure (granite et gneiss) sur les communes de Saint-Médard-en-Forez et de Chamboeuf. Elle produit des granulats destinés au secteur du BTP, notamment sur les chantiers de terrassement et des blocs d'enrochement (aménagement paysager).

La carrière a été autorisée en dernier lieu par un arrêté préfectoral du 5/02/2015 pour une durée de 12 ans, soit jusqu'en février 2027.

L'instruction du dossier de demande de renouvellement et d'extension a abouti à un arrêté préfectoral de refus en date du 5/02/2025.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Extraction	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 45	Demande d'action corrective	1 mois
7	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 44	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 44.6	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi de l'exploitation et de la remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51	Sans objet
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 27	Sans objet
4	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 42	Sans objet
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 43	Sans objet
9	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 36.2	Sans objet
10	Espèces envahissantes	Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 21	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs constats réalisés lors des inspections précédentes nécessitaient des vérifications sur site :

- la présence d'un front supérieur à 15 mètres constaté lors de l'inspection du 3/10/2023,
- les opérations de végétalisation en cours constatées lors de la dernière inspection du 4/01/2024.

Des vérifications ont également été faites suite à une plainte déposée en gendarmerie le 26/09/2024.

Lors de cette inspection, on observe que les opérations de végétalisations se sont poursuivies avec, toutefois, un nombre important de plants morts à remplacer.

Le front non conforme, constaté en 2023, a fait l'objet de travaux de mise en conformité. L'extrémité du front n'a pas pu être traité en raison d'une faille rendant les opérations délicates. Les aménagements nécessaires pour garantir la sécurisation à long terme devront être traités dans le cadre du dossier de demande de modification à venir.

La vérification des prescriptions relatives à l'acceptation des déchets inertes sur site montre des lacunes dans le respect de la procédure. Notamment en terme de formation et d'information des agents sur site. La vérification du registre d'admission sera réalisé dès sa transmission.

Enfin, l'inspection a permis de constater une poursuite d'exploitation côté Nord au niveau du carreau en méconnaissance des principes d'exploitation imposés par l'arrêté préfectoral. L'exploitant a procédé à un tir en décembre 2024 aboutissant à la destruction de la banquette séparant 2 fronts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi de l'exploitation et de la remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 51
Thème(s) : Autre, Réunion annuelle
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, en liaison avec les municipalités de SAINT-MEDARD-EN-FOREZ et CHAMBOEUF, l'exploitant organisera une réunion ayant pour objet le suivi de l'exploitation et de la remise en état. A cette occasion, il communiquera les résultats des contrôles et mesures effectués dans le cadre du présent arrêté. Il tiendra, en tant que de besoin, informée l'administration des remarques formulées par les participants à cette réunion convoquée à son initiative.
Constats : L'exploitant a été en mesure de fournir le compte-rendu de la réunion de suivi de site qui s'est déroulée le 3/02/2025 (pour la commune de Chamboeuf). Il n'a pas réalisé de compte-rendu pour les années précédentes (2022 à 2024). En revanche, il a pu transmettre les présentations réalisées pour ces réunions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 27
Thème(s) : Autre, Remise en état
Prescription contrôlée : Le phasage de la remise en état et l'état final des lieux affectés par les travaux doit correspondre aux dispositions de la demande (étude d'impact du dossier de demande) et aux plans et schémas de remise en état annexés au présent arrêté. La remise en état comporte notamment la mise en œuvre des mesures suivantes : Le curage des bassins de décantation La remise en état des fronts de taille en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation

La mise en sécurité de l'ensemble du site
Les plantations et la végétalisation
La création de mares et autres éléments du paysage.
Le remblaiement avec ou sans apports extérieurs de déchets inertes,
L'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.
Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés.
Les modalités du remblayage avec apport extérieur de déchets inertes doit respecter les prescriptions du titre VI du présent arrêté.

Constats :

Végétalisation :

Lors des dernières inspections, il avait été constaté la réalisation d'un remblayage et un talutage au sommet de la carrière en partie Est (parcelle 1658), ainsi que la plantation d'arbres.
Lors de la présente inspection, il est observé un nombre conséquent de plants morts, principalement sur la partie plane au sommet de la carrière.
Dans le compte-rendu de la commission de suivi du 3/02/2025, l'exploitant indique qu'une nouvelle opération d'ensemencement sera menée en 2025 pour restituer les parties dégradées lors de la plantation.

Lors de l'inspection du 4/01/2024, il avait été constaté la restitution d'une bande de sécurité de 10 mètres de large le long de la route, côté sud-ouest (parcelle 23). Ce talus a été ensemencé et planté en 2024. L'exploitant fourni une facture datée du 20/12/2024 pour 155 arbres et 60 arbustes.
De même qu'au sommet de la carrière, une partie des plants sont morts et doivent être remplacés.

Configuration de la carrière :

Côté Nord-ouest, l'extraction est descendue jusqu'à la cote limite de 410 m NGF.
Côté Sud/sud-est, on retrouve une succession de front plus chaotique. De ce côté l'extraction n'atteindra pas la cote limite, l'exploitant se concentrant sur la partie nord offrant des matériaux de meilleur qualité. Le niveau au-dessus de la cote 438 m NGF a été « amélioré » par le traitement et l'évacuation de matériaux laissés en place. Il reste un front résiduel à abattre dans l'optique de créer une plateforme à la cote 438.
L'exploitant souhaite donc modifier les plans de remise en état et demander une prolongation de l'autorisation. Le dossier qui sera déposé prochainement devra démontrer la plus-value paysagère.

Autres aménagements :

Création de 2 niches à Grand-Duc à l'Est (3ème gradin).

La remise en état n'étant pas encore achevée et nécessitant des adaptations, d'autres inspections devront permettre de vérifier sa bonne application.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- transmettre la facture de l'opération d'ensemencement normalement effectuée en 2025,
- remplacer les plants morts et transmettre la facture correspondante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 23.1

Thème(s) : Autre, Hauteur de front

Prescription contrôlée :

L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.

Les gradins ont une hauteur unitaire maximale de 15 mètres.

Aucune extraction ne doit être réalisée au-dessous du niveau 410 m NGF.

Les banquettes horizontales séparant chaque gradin ont une largeur minimale suffisante déterminée en prenant en compte les différents risques liés à l'exploitation et les caractéristiques des engins. La largeur minimale de banquette, dûment justifiée, est indiquée dans le document de sécurité et de santé.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

Constats :

Lors de l'inspection du 3/10/2023, il a été constaté la présence d'un front de plus de 15 mètres de hauteur (à l'est de la fosse d'extraction), estimé à environ 20 mètres.

Pour redécouper ce front, l'exploitant a procédé à un tir de mine en février 2024 (zone entourée en noir sur le plan). Il présente désormais une hauteur d'environ 16 mètres.

Le remblayage prévu au niveau du carreau, dans le cadre de la remise en état, permettra d'abaisser encore la hauteur et de conforter le pied de talus.

L'exploitant n'a, en revanche, pas pu traiter la pointe nord de ce front (entouré en rouge sur le plan) qui présente une faille. Un tir de mine pourrait dans cette zone présenter un risque non maîtrisé.

Autre constat réalisé lors de l'inspection :

A la suite d'un tir de mine réalisé le 19/12/2024, sur le 1^{er} front situé au nord-est (entouré en bleu sur le plan ci-dessus) l'exploitant a détruit la banquette supérieure, à la côte 421 m NGF et a créé un front de près de 30 mètres de hauteur.

Le plan d'exploitation de janvier 2025, probablement réalisé après le tir, laisse toutefois apparaître une banquette résiduelle de 3 mètres de largeur.

Selon l'exploitant, la ligne arrière du tir a été implantée à une distance comprise entre 4 mètres et 4,5 mètres du pied front supérieur. Ce plan de tir aurait donc dû permettre de maintenir une banquette de 2 à 2,5 mètres de largeur. L'exploitant ajoute que la réalisation d'un prédécoupage plutôt qu'un tir « classique » aurait certainement permis d'éviter le recul important observé aujourd'hui.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - La zone non traitée (entourée en rouge sur le plan) doit être intégrée dans le dossier de demande de modification à venir et faire l'objet de propositions d'aménagement permettant de sécuriser la le secteur à long terme, - Remblayer le carreau à la côte 420/421 m NGF pour restituer une banquette le long du front nord-est. - Justifier la largeur de banquette résiduelle nécessaire pour garantir la stabilité du massif, <u>avant toute reprise d'exploitation.</u>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 42
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation des zones de remblai
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation des zones de remblayage. Ce plan coté en plan et altitude permet d'identifier les parcelles où sont entreposés les différents matériaux. Ces parcelles, ont une superficie maximale de 2500 m².</p> <p>Ce plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant au registre visé au point 44.6.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis après l'inspection le plan de carroyage. Selon l'échelle, l'exploitant a défini des mailles de 50 mètres de côté.</p> <p>La dimension de la maille doit être ajustée en fonction de la configuration de la carrière. La dimension de la maille choisie par défaut ne semble pas pertinente au vu de la zone de remblai</p> <p>Le plan n'est pas affiché sur site.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none"> - L'exploitant doit former son personnel et laisser à disposition dans les locaux de la carrière tous les documents nécessaires pour la bonne application de la procédure d'acceptation, - Justifier ou adapter la dimension de la maille du plan de carroyage
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 43
Thème(s) : Autre, Information
Prescription contrôlée : L'exploitant affiche en permanence de façon visible à l'entrée de la carrière un avis énumérant les types de déchets inertes admissibles.
Constats : Un panneau affiché sur le portail d'entrée de la carrière indique les déchets admissibles et les déchets interdits, conformément à la liste des déchets admissibles annexée à l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 45
Thème(s) : Autre, Conditions d'exploitation des remblais
Prescription contrôlée : La mise en place des déchets au sein du stockage est organisée de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements. Les zones de remblai sont matérialisées par des repères sur site. Chaque couche de déchets est compactée avant la constitution de la couche suivante, afin d'assurer la stabilité de l'ensemble de la hauteur du remblai.
Constats : Les zones de remblai ne sont pas repérées sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 44
Thème(s) : Autre, Conditions d'admission
Prescription contrôlée : Les seuls déchets admissibles sont les déchets inertes énumérés dans l' annexe « Liste des déchets admissibles » , issus exclusivement, directement ou indirectement, des chantiers et des industries du bâtiment et des travaux publics et des carrières. Il est notamment interdit de recevoir sur le site :

- les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ou contenant de l'amiante provenant :
 - du démantèlement d'installations techniques (calorifugeage de tuyauteries, isolant, cuve,...),
 - de démolition conformément à la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 ;
- les déchets inertes provenant du process d'installations classées pour la protection de l'environnement, à l'exception des matériaux provenant de l'exploitation de carrières ou de l'industrie du bâtiment ou des travaux publics ;
- les déchets n'ayant pas le caractère inerte ;
- les matériaux contenant du goudron ;
- les terres contaminées et celles présentant une présomption de contamination, sauf à démontrer leur caractère inerte après mise en œuvre d'une procédure d'acceptation préalable ;
- les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 % ;
- les déchets dont la température est supérieure à 60°C ;
- les déchets non pelletables ;
- les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent.

Le caractère inerte est mesuré avec les tests en annexe « Critères d'admission » du présent arrêté, qui indique les valeurs maximales ne devant pas être dépassées.

Il est interdit de procéder à une dilution ou à un mélange des déchets dans le seul but de satisfaire aux critères d'admission.

Constats :

Une plainte de septembre 2024 avait dénoncé la présence de « bitume » sur le site, au nord du carreau.

L'exploitant précise qu'il s'agissait de croûtes d'enrobé qui ont été accueillies sur le site par erreur. La personne en charge de la surveillance du site et de l'acceptation des matériaux était, à ce moment là, un intérimaire non informé des procédures.

Ces matériaux n'étaient pas visibles sur le site le jour de l'inspection. Selon l'exploitant ces matériaux ont été transportés dans une entreprise de TP autorisée à le recycler. Il affirme que les croûtes d'enrobé n'ont pas été remblayées sur site et que les arrivées et les sorties matériaux sont traçables grâce au registre d'admission.

Par ailleurs, un stock de béton concassé est constaté sur site. L'exploitant indique qu'il a effectivement apporté des bétons dans l'optique de faire un essai de recyclage avec son installation de traitement sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Transmettre les bons de pesée correspondants aux arrivées et sorties des croûtes d'enrobé.
- Justifier l'élimination des croûtes d'enrobé dans un établissement autorisé à cet effet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 44.6
Thème(s) : Autre, Registre d'admission
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : <ul style="list-style-type: none">• la date et l'heure de réception,• l'origine, la nature et la masse des déchets ;• la référence du document préalable cité au point 46.2. ;• l'identité du transporteur,• le numéro d'immatriculation du véhicule ;• la référence permettant de localiser la zone où les déchets ont été mis en remblais sur la carrière ;• le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. Ce registre, ainsi que l'ensemble des documents concernant l'acceptation préalable et la réception ou le refus du déchet, sont conservés pendant toute la durée d'autorisation de la carrière et a minima jusqu'à la survenance du procès-verbal de récolement du site.
Constats : Le registre d'admission n'est pas visible sur le site de la carrière et n'a pas pu être contrôlé. La conformité sera vérifiée dès réception. L'exploitant indique que les refus ne sont pas tracés.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : - Transmettre le registre des années 2024 et 2025 - mettre en place un registre des refus
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 36.2
Thème(s) : Autre, Surveillance et mesures
Prescription contrôlée : Les dispositifs d'abattage à l'explosif et notamment les charges unitaires mises en œuvre doivent être adaptés à la progression des fronts de taille vers les constructions voisines. Le matériel utilisé doit permettre de limiter les effets des tirs (détonateurs micro-retards).

<p>L'exploitant définit des plans de tirs adaptés.</p> <p>Les tirs de mines sont interdits en période nocturne.</p> <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.</p> <p>Des campagnes de mesures seront renouvelées en cas de plainte, et au minimum, tous les 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rythme d'exploitation s'est fortement réduit du fait de la non obtention de l'autorisation de renouvellement/extension et de la raréfaction du gisement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2021 : 10 tirs avec des mesures à chaque tir (les résultats des mesures réalisées chez un riverain de la carrière sont tous conformes). - 2022 : 5 tirs avec des mesures sur 4 tirs (résultats conformes mais mesures uniquement au niveau de la bascule et du garage). - 2023 : 3 tirs / aucune mesure de vibration, - 2024 : 2 tirs avec une mesure de vibration (le résultat de la mesure réalisée chez un riverain de la carrière est conforme). <p>En 2021, l'exploitant a mis en œuvre un plus grand de tirs mais avec des quantités d'explosifs plus faibles (914 kg au maximum).</p> <p>La vérification du registre indique que pour tous les tirs mis en œuvre, la quantité d'explosif maximale autorisée par l'arrêté préfectoral d'Utilisation Dès Réception des explosifs du 1^{er} juin 2022 modifié est respectée (3000 kg maximum).</p> <p>Les résultats des mesures sont conformes et la fréquence de mesure est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Espèces envahissantes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/02/2015, article 21</p>
<p>Thème(s) : Autre, Ambroisie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prévient l'apparition d'espèces végétales envahissantes (ambroisie...) de ces stocks, et le phénomène d'érosion, en ensemençant ces terres immédiatement après leur mise en place par d'autres espèces indigènes.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant affirme que l'ambroisie n'est présente qu'au niveau du talus le long de la route.</p> <p>L'exploitant a procédé à l'ensemencement du talus, empêchant un développement trop rapide de la plante.</p>

<p>Il procède à une vérification visuelle régulière et à l'arrachage des plants avant la floraison.</p> <p>A noter une problématique plus prégnante avec la présence du sénécion du cap notamment au sommet de la carrière.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est recommandé de mettre en place une procédure, accompagnée d'une formation du personnel sur site pour gérer les espèces envahissantes.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>